



CGT Finances Publiques 93

Assemblée générale du 22 novembre 2018

Rapport d'activité 7 décembre 2017 – 22 novembre 2018

Sommaire

Préambule	Page 2
Rappels chronologiques	Page 3
Instances paritaires	Page 5
- La Commission administrative paritaire locale (CAPL)	
- Le Comité Départemental d'Action Sociale (CDAS)	
- Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail	
Dans l'interprofessionnelle	Page 5
Conclusion	Page 6



**Votez CGT,
une force à vos côtés !**

PREAMBULE

Tout d'abord, nous voudrions rendre un hommage appuyé à un camarade qui nous a quittés cette année, au mois de mars, il s'agit de notre camarade Jean- Luc, qui pendant près de 40 ans n'a eu de cesse de faire vivre notre section syndicale.

La CGT se revendique de la charte d'Amiens, syndicat de lutte de classe, et qui garantit l'indépendance du syndicat (contre toute forme de corporatisme ou de négation de l'existence d'intérêts contradictoires entre exploités et exploités) contre ceux qui attaquent le vieux monde et le mouvement ouvrier.

Macron et son gouvernement ont décidé de liquider la fonction publique et plus particulièrement la DGFIP qui fait l'objet d'un véritable plan de démantèlement (CAP 2022, discours du ministre Darmanin des 11 juillet et 13 septembre 2018, rapports de la Cour des comptes) : suppressions massives d'emplois (50 000 dans la Fonction Publique d'État, 120 000 au total), fermeture des trésoreries, disparition de la séparation ordonnateur-comptable et du comptable public, un seul SPF au niveau national contre 354 actuellement, un SIE et un SIP par département, privatisation du cadastre, privatisation de la collecte de l'impôt sur le revenu par le prélèvement à la source, passage en «agences» sur le modèle du privé pour le recouvrement fiscal et social dès 2020, fusion-disparition de directions entières. Et la liste est encore longue.

De tous grades, de tous services, nous sommes tous concernés.

M. DARMANIN, ministre de l'action et des comptes publics, s'est largement ouvert dans les médias pour confirmer ce qui avait été annoncé par M. DUSSOPT, ministre de la Fonction Publique en début d'année : généralisation de départs volontaires, recrutement de contractuels pour des missions ponctuelles.. En plus des suppressions d'ores et déjà annoncées (2130 rien que pour la DGFIP pour 2019). Le CTR emplois prévu le 11 décembre et sa déclinaison au niveau local sera connu dans la foulée - on peut s'attendre à environ 60 suppressions de postes sur le 93. En plus de souffrir des suppressions d'emplois, la situation des emplois en Seine St Denis est catastrophique (- 67 C, -39 B et - 19 C soit un total de 125 ETP) et ceci sans compter les temps partiels connus (+ 41) soit environ 10 % de l'effectif total cadre supérieur compris, les arrêts maladies, les jours de formation qui contribuent à accentuer le mal-être et la souffrance dans les services. Oui la situation est difficile, le DGFIP veut notre peau ...

Et maintenant, on nous annonce la réforme des retraites qui depuis le mois d'avril fait l'objet de réunions de concertation dans un cadre où il est déjà annoncé la fusion des 42 régimes de retraite en un seul et concomitamment la mise en place d'un régime par points. Mais là encore, nous ne laisserons pas faire. Nous sommes toujours debout et nous continuerons à nous battre comme nous l'avons toujours fait tout au long de cette année.

Ce rapport traite donc de l'activité depuis la dernière assemblée générale du 6 décembre 2017. Il n'est bien sûr pas exhaustif et s'efforce de reprendre les points les plus marquants de l'activité de la section.

RAPPELS CHRONOLOGIQUES

Décembre 2017 : Appel de l'AG (près de 80 syndiqués présents) qui met en exergue, entre autres les suppressions de postes – 48 et la liquidation du droit à mutation à travers la départementalisation des RAN.

Janvier 2018 : Tract CGT sur les nouvelles règles de mutation expérimentées dans près de 14 directions. Interpellation du directeur du 93 et du 75 sur le transfert du PNSR de Montreuil à Paris de manière autoritaire dérogeant ainsi à toutes les règles. SDIF : pétition dénonçant la liquidation de la mission cadastrale et demandant la création de postes de géomètres. CTL emploi : la CGT a décidé d'y siéger pour dénoncer le plan de suppressions d'emplois (Solidaires ayant décidé de le boycotter). CT emplois : la CGT vote contre les suppressions d'emplois.

Février 2018 : réunion des vérificateurs à Satie pour dénoncer l'augmentation des objectifs en matière de contrôle fiscal externe et la remise en cause des missions en PCE ;

Mars 2018 : Appel à la grève du 22 mars en intersyndicale. La CE décide de déposer les pétitions à Bercy (près de 800 signatures) dénonçant les nouvelles règles de gestion et de participer massivement à la grève et à la manifestation à Paris (plus d'un collègue sur 4 en grève). Dès le lendemain nous essayions d'enchaîner avec des AG sur site. Pétition EDR contre la mise en place d'une cellule téléphonique

Avril 2018 : délégation massive des vérificateurs auprès du DDFIP (une vingtaine de collègues) suite à la réunion de février. Rencontre régionale avec le Délégué à l'initiative du collectif I de F.

Mai 2018 : appel à la grève du 3 mai et 22 mai. Au niveau local, appel à la grève du 15 mai et distribution de tracts au public à Noisy le Sec et Montreuil.

Juin 2018 : Nous avons été sollicités pour conduire la plupart des recours d'entretien professionnel ainsi que le mouvement des affectations tout grade confondu. En lien avec les camarades chargés de l'ENFIP, nous avons accueilli 120 jeunes collègues cadre C. Nous avons organisé également la 35ème édition du tournoi de sixte. Et nous l'espérons, pas le dernier. Rédaction d'un spécial accueil.

Juillet 2018 : A Noisy le Sec, la CGT a mené la mobilisation contre la recrudescence de rats. Elle a organisé le combat contre la DDFIP, elle a imposé le droit de retrait pendant une semaine afin que la direction prenne enfin les mesures d'urgence. Combat victorieux.

Septembre 2018 : Communiqué sur le Code des pensions civiles et militaires et la réforme des retraites qui est en cours d'élaboration (liquidation des 42 régimes spéciaux et mise place d'un système par points). Campagne d'Hmi pour préparer la grève du 9 octobre sur nos revendications. Motions de l'AG de Noisy et de Montreuil. Pétition à Montreuil pour que tous les collègues bénéficient des tickets restaurants au mois d'août y compris les stagiaires. Motion de service du SIP Aubervilliers et de Drancy municipale exigeant le pourvoi en agent dans une situation de sous-effectif important et obligeant le DDFIP à venir sur place.

Octobre 2018 : Élaboration du matériel de propagande électoral. Motion-pétition des services de direction sur la situation de l'emploi au sein de chaque service. Pétition sur les travaux à Neuilly sur Marne.

Novembre 2018 : Campagne d'HMI et tournée de services pour sensibiliser les collègues à l'inscription et au vote CGT pour les élections professionnelles. Participation à la rencontre avec le délégué interrégional sur les problèmes liés à la mise en place du PAS avec des risques importants d'accidents industriels et en demander l'abandon.

L'activité de la section syndicale, durant toute cette période, a été à la hauteur des enjeux du moment. Souvent à l'initiative, elle est le moteur de la mobilisation. A chaque étape, elle a le souci de maintenir une présence forte par l'animation d'HMI régulières, de tournées de services. L'état de nos forces militantes, est à l'image de la réalité de notre département : fort turn-over, promotions... Nous n'avons cessé d'intégrer les jeunes militants à l'activité de la section, il faut leur permettre de prendre toute leur place en leur assurant une connaissance des arcanes de l'Administration : une connaissance des statuts, des règles de gestion, une maîtrise de tous les échelons de l'administration, une connaissance de leur syndicat, de ses valeurs et de son histoire. Des formations syndicales existent, elles doivent permettre d'approfondir la connaissance du syndicat et ainsi étoffer le réseau de militants car la préoccupation première doit être que le maximum de services soit représenté dans nos instances. La CE doit être représentative de tous les sites du département, de tous les services. Nous allons améliorer les règles de vie de la CE qui est l'organe de la direction au niveau local. Nous sommes toujours à l'offensive afin d'intégrer de jeunes militants et d'améliorer notre réseau, d'assurer notre présence sur tous les sites, La force de la CGT, ce sont ses militants, leur disponibilité, leur écoute, leur pugnacité, leur opiniâtreté...

La parution régulière du journal de section « le mouton noir » est acquise, 6 numéros sont parus au cours de cet exercice soit un tous les 2 mois. En revanche, nous sollicitons tous les militants, tous les collègues à contribuer à sa rédaction et à faire remonter des idées d'articles. Ce journal avec sa tonalité est de plus en plus attendu. Il a été décidé, aussi d'améliorer le site Web local en s'adossant au site national, ce site est de plus en plus visité.

Nous avons réalisé en 2018, pour l'instant 53 nouvelles adhésions soit près d'un 1/4 de nos adhérents.

Forts de nos 220 syndiqués, nous sommes en constante progression, l'année dernière lors de notre précédente AG nous étions 205 syndiqués et nous avons fini à 225. Mais la plupart ne restent pas sur le 93 (mutations, promotions...)

Il est clair que la situation est compliquée. Mais notre rôle est d'aider à la mobilisation des collègues, à s'organiser pour faire aboutir nos revendications.

Cela se reflète aussi dans notre activité pour **la défense individuelle.**

Conséquence des suppressions d'emplois, et des vacances d'emplois, les difficultés et tensions dans les services s'accroissent. Nous sommes très souvent sollicités pour défendre des situations particulières, ce qui demande beaucoup de temps et de disponibilité.

Nous sommes ainsi amenés à accompagner un nombre croissant d'agents en difficulté à l'occasion de convocations ou d'audiences à la direction. Nous sommes régulièrement saisis de difficultés de titularisation. Il est à noter que même le RH nous envoie les agents afin d'assurer leur défense.

CDAS et CHSCT

Nous sommes également présents dans ces deux instances. Sur le CDAS, malgré la baisse drastique imposée par le gouvernement et relayée par l'Administration, nous intervenons régulièrement. La plus importante est notamment notre intervention en lien avec la fédération des finances et le syndicat national sur la situation des nouveaux agents et la difficulté à avoir un logement social. Suite à cette intervention, nous avons obtenu des chèques logement pour ceux qui étaient logés en hôtel. L'Administration se dégage de sa propre responsabilité et a transformé des dizaines de logements meublés en locaux nus et ceci au détriment des nouveaux agents. Et chaque année est un éternel recommencement. La situation empire, ils ont dû réévaluer le montant alloué en chèque hôtel.

Sur le CHS, nous sommes confrontés à des difficultés. En effet, l'importance de cette instance conduit à une situation où les élus sont sollicités au-delà du raisonnable au vu de la vétusté des locaux, notamment Noisy le Sec et la bagarre qui a été menée contre la direction sur la question de la prolifération des rats .

Mais qu'en est-il des projets pharaoniques de Bobigny, de Rosny sous Bois, Villepinte, d'Aubervilliers, autant de dossiers à suivre.

Les conditions de travail plus que déplorables, le nombre de locaux à gérer et les nombreuses situations de tensions dans les services (souffrance au travail, pressions hiérarchiques, stress...) demandent un engagement, une disponibilité et une réactivité sans faille de nos militants.

Cet important travail n'est pas assez connu des agents.

DANS L'INTERPROFESSIONNELLE

Notre section est représentée à l'UL de Bobigny et à l'UL de Bagnolet Les Lilas. Lors du dernier congrès de l'Union départementale nous étions 4 délégués de la section.

Avec notre syndicat national CGT Finances publiques, déterminé et tous ensemble nous allons continuer à nous battre pour établir avec chaque agent, dans chaque service, les cahiers de revendications et construire ensemble le rapport de force pour gagner.

CONCLUSION

D'ores et déjà la première étape à franchir est de gagner les élections professionnelles. De voter CGT et de faire voter CGT.

Il est de notre responsabilité de construire avec nos collègues, le rapport de force dans l'unité sur nos revendications pour faire échec aux plans destructeurs de ce gouvernement et de son relais la Direction Générale.

Plus que jamais, nous allons continuer à nous battre pour toutes ces revendications :

- **Comblement de tous les d'emplois vacants**
- **Pour le maintien de toutes nos missions au sein de la DGFIP, non à la privatisation de la collecte de l'impôt sur le revenu, du cadastre, du recouvrement des impôts**
- **Arrêt des suppressions d'emplois**
- **Arrêt de toutes restructurations de services**
- **Abandon de CAP 2022**
- **Retrait de PPCR, abandon de RIFSEEP**
- **Défense du statut général et des statuts particuliers**
- **Maintien de tous les régimes de retraite, maintien du code des pensions civiles et militaires : non à la retraite par points.**

